

Déclaration du Conseil Fédéral

Le Conseil Fédéral **FO Finances** apporte son total soutien aux salariés du Crédit Foncier, victimes de la liquidation de leur établissement, qui s'inquiètent de l'abandon d'un pan entier de financement permettant l'acquisition d'un logement et exigent des mesures sociales à la hauteur des enjeux.

Les indices économiques de ces derniers mois confirment le fléchissement de la croissance de notre pays et le retour de l'inflation avec comme résultat la baisse des embauches dans le secteur privé. Les conséquences pour l'ensemble des salariés sont connues : dégradation du pouvoir d'achat, persistance du chômage de masse et augmentation de la précarité.

Aucune des réformes de ces dix-huit derniers mois n'a apporté de sursaut à l'économie française et encore moins d'amélioration des conditions de vie pour les salariés et les retraités.

Plusieurs mesures aggravent au contraire la situation des populations les plus fragiles : hausse de la Contribution Sociale Généralisée, baisse des Allocations Personnalisées au Logement et désindexation des pensions...

Le « *rouleau compresseur* » des réformes planifiées par le gouvernement pour les prochains mois obéit toujours à la même logique libérale du chacun pour soi.

La réforme des retraites en préparation en est la plus emblématique avec l'uniformisation de l'ensemble des régimes pour les salariés du privé et l'abandon de la retraite par répartition remplacée par une retraite par points.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** dénonce et combat un projet de réforme qui remet en cause les régimes spéciaux de retraite et en tout premier lieu le Code des pensions civiles et militaires.

Un an après, les ordonnances néfastes sur la loi Travail commencent à impacter les salariés : recours très restreints aux prud'hommes, suppression d'instances représentatives du personnel comme les CHSCT et diminution sans précédent des moyens alloués aux représentants du personnel.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** en dénonce la transposition dans les propositions gouvernementales au niveau de la Fonction Publique, préfigurant la disparition des CHSCT et la transformation des CAP en simples instances de recours.

Après la divulgation du rapport CAP 22, les ministres de Bercy ont dévoilé leur feuille de route : abandon de missions, démantèlement de services, accélération des suppressions d'emplois.

La modularité de l'organisation territoriale de l'État, sous la seule autorité du préfet de région, signe la fin de l'égalité de traitement des citoyens. Elle n'est pas acceptable dans notre République !

En ce sens, les incertitudes sur les missions et le réseau de la DGCCRF sont sources des plus vives inquiétudes des personnels, ballottés depuis dix ans au gré des réformes territoriales.

Tout comme est inacceptable la réforme des pôles 3 E en charge du développement économique dans les DIRECCTE, qui a pour objectif de supprimer 70% des emplois !

Le Conseil Fédéral **FO Finances** condamne la réorganisation du réseau économique à l'étranger sous la pression du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Le Conseil fédéral **FO Finances** réitère son opposition au prélèvement à la source qui privatise la collecte de l'impôt sur le revenu et constitue un prélude à la fusion IR/CSG.

Pour autant, les atermoiements présidentiels exprimés publiquement sur ce dossier sont intolérables car ils remettent en cause le professionnalisme des agents en charge de sa mise en œuvre.

La récente annonce de 2 130 nouvelles suppressions d'emplois à la DGFiP est totalement injustifiable et inacceptable.

A la Douane, les créations d'emplois liées au Brexit sont sous-dimensionnées et n'empêchent pas cette direction de se voir amputée de nouveaux emplois mettant en péril son réseau comptable.

Le Conseil fédéral **FO Finances** condamne la remise en cause des missions de l'INSEE et dénonce toute tentative de transformation de l'Institut en agence publique.

Aujourd'hui, aucune direction, aucun fonctionnaire de Bercy, n'est épargné par les restructurations, avec en prime un dialogue social qui se transforme pour la plupart du temps en « dialogue de sourds ». Il en est de même dans le secteur semi-public.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** réitère son attachement à une politique ministérielle d'action sociale, de sécurité et de santé au travail dont le budget doit être à la hauteur des besoins des agents.

Pour ce faire, le réseau départemental de l'action sociale et de l'ensemble des acteurs de prévention doit être préservé et amélioré.

Face à toutes les attaques subies par l'ensemble des salariés du privé et du public, ainsi que par les retraités, le Conseil Fédéral FO Finances s'inscrit pleinement dans la journée de mobilisation interprofessionnelle du 9 octobre, initiée par la Confédération FO et appelle l'ensemble de ses syndicats à s'y investir.

Une organisation syndicale libre et indépendante est une garantie pour la défense des intérêts individuels et collectifs des agents.

C'est pourquoi, le Conseil Fédéral FO Finances appelle l'ensemble des agents dans les directions de Bercy à apporter leurs suffrages, du 29 novembre au 6 décembre, aux listes présentées par FO dans les différents scrutins.

Paris, le 19 Septembre 2018